



LE MONITORING

DU PORT AUTONOME DE KRIBI • JEUDI 06 DECEMBRE 2018

Cette revue de la presse donne l'essentiel de l'actualité du secteur maritime, de la logistique et des transports au Cameroun, en Afrique et dans le reste du monde. Constituée d'une sélection d'articles en rapport avec les centres d'intérêt du Port autonome de Kribi (PAK), elle provient de plusieurs sources auxquelles la [Cellule de Communication et des Relations publiques](#) a pu avoir accès. Des références sont indiquées entre parenthèses pour permettre à ceux qui le souhaitent de poursuivre et d'approfondir éventuellement leur lecture. Le contenu de cette revue de presse ne reflète cependant en aucun cas le point de vue du PAK.

CAMEROUN

A fin septembre 2018, le Cameroun a maintenu son leadership sur les exportations de bois

sciés vers l'UE, avec 186 500 tonnes expédiées

Les exportations camerounaises de bois sciés vers le marché de l'Union européenne (UE) ont été particulièrement dynamiques au 3^{ème} trimestre 2018, selon le rapport de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) sur le marché mondial du bois, à fin novembre 2018.

« L'UE a importé une quantité importante de sciages tropicaux en provenance du Cameroun au troisième trimestre 2018, ce qui porte à 186 500 tonnes, les importations totales en provenance de ce pays, au cours des neuf premiers mois de l'année, soit à peu près l'équivalent de la même période en 2017. », révèle l'OIBT, dont les statistiques confirment le leadership du Cameroun sur ce marché.

En effet, apprend-on, bien que beaucoup plus importantes, en glissement annuel, les exportations à fin septembre 2018 d'autres pays, n'égale pas celles du Cameroun. Il en est ainsi de celles de la Malaisie (+ 14% à 81 600 tonnes), du Brésil (+ 20% à 73 700 tonnes), du Gabon (+ 19% à 70 800 tonnes), du Congo (+ 6% à 34 800 tonnes), de l'Indonésie (+ 82% à 12 700 tonnes), du Ghana (+ 8% à 11 000 tonnes), de la RDC (+ 7% à 9 700 tonnes) et de Myanmar (+ 64% à 6 900 tonnes).

Alors que les exportations de bois sciés en provenance du Cameroun ont été stables à fin septembre 2018, comparées à celles de la même période en 2017, et qu'elles ont sensiblement progressé dans nombre d'autres pays tropicaux ; ces exportations ont respectivement chuté de 9% et 20% en Côte d'Ivoire et au Surinam, souligne le rapport de l'OIBT.

(<https://www.investiraucameroun.com>)

Bientôt, la fin du téléchargement des systèmes d'information au Terminal à conteneurs de

Kribi

Bientôt, la fin du téléchargement des systèmes d'information par la DGD au Terminal à Conteneurs de Kribi (KCT). Une mission de la direction générale des Douanes a récemment séjourné dans les installations de la plateforme portuaire.

La mission conduite par Andomo Elanga, Chef de Division des Enquêtes Douanières et de la Surveillance à la Direction générale des Douanes, a pour objectif de finaliser la mise en place de l'interfaçage des systèmes d'information Douanes/Kribi Conteneur Terminal (KCT), en liaison avec le GUCE, KCT et Bolloré.

Dans sa traditionnelle Newsletter hebdomadaire (N°71 du 26 novembre), la DGD précise que ses émissaires seront également chargés de poursuivre et finaliser les échanges sur la dématérialisation des procédures des Administrations techniques ; procéder à la formation des opérateurs à l'utilisation des différentes applications mises en place (Portran, Sydonia, Masablor, Custat, Sanaga) et veiller au suivi de celles-ci.

Les équipes placées sous la supervision de Andomo Elanga vont enfin faire le point sur la mise en œuvre du transbordement et la régularisation des opérations effectuées manuellement depuis le démarrage des activités commerciales au Port de Kribi. Y compris sur le système de paiement électronique et le zonage du site portuaire. Ils vont s'assurer la formation des consignataires sur la procédure de transbordement ; finaliser le protocole de collaboration Douanes/KCT ; et poursuivre les échanges avec le GUCE sur les opérations de transfert de manifestes Import/Export sur la plateforme E-GUCE.

(<https://bougna.net/2018/11/30/ports/bientot-la-fin-du-telechargement-des-systemes-dinformation-au-terminal-a-conteneurs-de-kribi/>)

RESTE DU MONDE

France : Haropa présente sa stratégie "Smart Corridor"

Au-delà d'enjeux économiques et logistiques, la fusion annoncée des ports du Havre, Rouen et Paris lève plusieurs défis. Elle suppose d'intégrer les transitions numérique, écologique et énergétique autour de projets fédérateurs et de partenariats publics-privés. Tel est le sens de la stratégie "Smart Corridor".

Lors du Cimer du 15 novembre à Dunkerque, Édouard Philippe a fixé un nouveau cap dans l'intégration des ports du Havre, Rouen et Paris via leur fusion d'ici le 1er janvier 2021. Sa mise en œuvre passera notamment par la transformation numérique et la transition écologique de l'axe Seine dans le but d'améliorer, de façon durable, la qualité de service pour ses clients, territoires et riverains. À préciser, une ébauche de cette stratégie a été présentée lors du Forum Smart City les 27 et 28 novembre à Paris. Son premier levier concerne l'emploi des technologies pour fluidifier le passage de la marchandise des ports vers leur hinterland en optimisant les délais, la traçabilité et l'agilité des organisations. À étendre, cette priorité s'appuie sur un existant : CCS S)One, le logiciel de navigation 3D S-Wing et le système de traitement et de suivi des matières dangereuses Timad, l'outil de gestion des flux terrestres Optiroute... D'autres réflexions concernent l'action de la Capitainerie pour optimiser le placement des navires à quai selon les capacités des terminaux et les liaisons entre ces derniers et le terminal multimodal du Havre.

(<https://www.lantenne.com/transport-maritime-fret-maritime/>)

Le président du Syndicat des transitaires de Marseille-Fos et sa région (STM), Stéphane Salvetat, a continué à progresser sur quelques dossiers indispensables aux avancées de la profession. Mais il reste fort à faire pour que les commissionnaires de transport puissent voir davantage de flux transiter sans encombre via le port de Marseille-Fos et que les entreprises puissent avoir recours à davantage de salariés diplômés.

Pour le Syndicat des transitaires de Marseille-Fos et sa région (STM), les choses avancent mais pas au rythme auquel souhaiterait son président. Pour Stéphane Salvetat, celui du Poste d'inspection frontalier-Point d'entrée communautaire (Pif-Pec), pour lequel l'association professionnelle a créé la structure STM Entreprise, pour en assurer la gestion afin de pallier les défaillances de l'État, est difficile. Bien que "géré avec rigueur", il juge à ce jour que "le Pif-Pec reste cher". Il espère que l'association n'aura pas à en conserver la gestion trop longtemps. Sur le registre phytosanitaire, il constate que trop de produits frais transitent encore par les ports du Nord. Il reproche aux autorités françaises d'être encore trop sévères par rapport à leurs homologues européennes. Une rigueur qui nuit aux ports nationaux. Il est clair, à ses yeux, que "les entreprises préfèrent payer plus cher pour s'assurer que leurs marchandises transitent plus rapidement".

(<https://www.lantenne.com/transport-maritime-fret-maritime/>)

BREVES

Nachtigal sera la plus grande centrale hydroélectrique à capitaux majoritairement privés d'Afrique », selon Koffi Klousseh d'Africa50

A en croire Koffi Klousseh, le directeur du développement des projets à Africa50, la plateforme panafricaine d'investissement dans les infrastructures, qui vient d'acquérir 15% des parts de l'Etat camerounais dans le projet Nachtigal (420 MW), cette infrastructure énergétique «*sera la plus grande centrale hydroélectrique à capitaux majoritairement privés d'Afrique. Elle appuiera les réformes en cours dans le secteur de l'énergie au Cameroun et servira d'exemple pour le développement d'autres projets similaires à l'avenir*

CAMAIR-CO dément être suspendue par l'IATA

La Compagnie nationale du transport aérien du Cameroun (CAMAR-CO) a démenti, par voie de communiqué signé de son directeur général Ernest Dikoum dont APA a obtenu copie mercredi, sa suspension pour une période d'un an de l'Association internationale du transport aérien (IATA) étant donné que « le processus de renouvellement de sa certification E-IOSA est en cours ».

.

BONNE LECTURE